

Épargne crédit

Une activité financière toujours soutenue en 2014

Malgré une reprise mondiale fragile et un contexte économique qui s'essouffle en 2014 avec la détérioration du climat des affaires (l'Indicateur du Climat des Affaires en baisse de 20,8 points sur l'année), l'activité bancaire continue de croître en Guyane. L'encours sain de crédits affiche une croissance de 5,7 % (soit 148,9 M€), portant son total à 2 782,7 M€ à fin décembre 2014. La collecte de l'épargne s'inscrit en baisse de 2,2 % (- 36,1 M€), portant l'encours de dépôts à 1 622,6 M€, en raison d'une opération exceptionnelle survenue au second trimestre. En excluant cette opération atypique, les actifs financiers de la place guyanaise restent néanmoins favorablement orientés sur l'année avec une croissance de 5,6 %, soit + 85,7 M€.

Quentin Blanc, ledom

Une distribution dynamique de crédits...

L'activité de financement des établissements de crédit implantés localement (ECIL), représente 88 % de l'encours sain de crédits du département. Il a de nouveau progressé de manière significative sur un an, affichant une croissance de 6,7 %. À l'inverse, l'activité des Établissements de Crédit Non Implantés Localement (ECNIL) s'est infléchie en 2014 avec un encours de crédits qui s'est contracté de 1,5 %.

...tirée par l'habitat et l'immobilier

Les crédits à l'habitat (entreprises et ménages agrégés) représentent près de 60 % de l'encours sain de crédits de la place guyanaise, soit 1 621,5 M€.

Une prépondérance qui s'explique principalement par l'activité soutenue des bailleurs sociaux qui totalisent un encours de 854,4 M€. Si l'encours des crédits à l'habitat a augmenté en moyenne de 9,0 % au cours des dix dernières années, celui-ci a en revanche progressé selon un rythme moins soutenu en 2014 (+6,1 %, soit +93,5 M€).

Le rythme de croissance des crédits à l'investissement¹ s'est accéléré en 2014, (+4,6 % sur l'ensemble de l'année contre - 0,5 % en 2013), totalisant 800 M€ au 31 décembre. Si l'encours des crédits d'investissement des collectivités locales est en baisse (- 0,5 %, soit - 1,8 M€), les crédits d'investissement consentis aux entreprises s'inscrivent en nette progression (+ 9,0 %, soit + 36,7 M€).

...soutenue avant tout par la demande des entreprises et des ménages

Le financement de l'économie guyanaise est principalement tourné vers les entreprises, dont l'encours s'inscrit en hausse de 6,7 % (+ 90,1 M€) en 2014 atteignant 1 443,9 M€. Il représente 52,0 % de l'encours sain global de Guyane. La croissance des crédits octroyés aux ménages a sensiblement ralenti en 2014 à 2,8 %. L'encours sain des ménages atteint désormais 31,7 % de l'encours sain global en 2014. Le risque de contrepartie déterminé par le taux de créances douteuses, s'établit à 3,6 % fin 2014 pour les ECIL contre 4,0 % fin 2013. La diminution des provisions des ECIL de 7,0 % (- 4,4 M€) atteignant 58,2 M€, a fait baisser le taux de provisionnement de 2,1 points à 63,2 à fin décembre 2014.

Une collecte d'épargne dynamique, affectée par une opération exceptionnelle

Au 31 décembre 2014, les actifs financiers de la place guyanaise atteignent un encours de 1 622,6 M€ après une baisse de 2,2 % sur un an. Après neutralisation de cette opération atypique sur le segment des entreprises, le total des actifs financiers progresse de 5,6 % (+ 85,6 M€), celui des entreprises de 22,9 %. Cette forte croissance des dépôts des entreprises s'explique par la nette augmentation des dépôts à vue de 24,3 % (soit 68,2 M€). Conjuguée à la baisse de 36,9 % des comptes ordinaires débiteurs, cette progression des dépôts à vue des

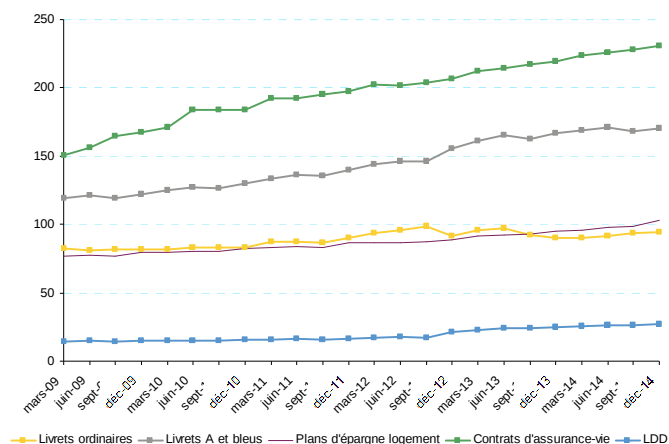
entreprises suggère une amélioration de leur trésorerie.

L'épargne des ménages présente une hausse modérée de 1,7 %, (- 17,6 M€) en 2014. La bonne tenue de la collecte des produits d'assurance vie (+ 5,2 %, soit + 11,3 M€) et des plans épargne logement (+ 7,7 %, soit + 7,4 M€) expliquent cette hausse de l'épargne. Malgré la faiblesse de leur rémunération, les placements sur livrets A ont continué d'attirer l'épargne des particuliers avec une hausse de 2,3 %, (3,8 M€).

¹. Crédits d'investissement regroupant Entreprises et collectivités locales hors Crédit-bail.

1 Les placements en assurance-vie poursuivent leur hausse tandis que le livret A marque le pas

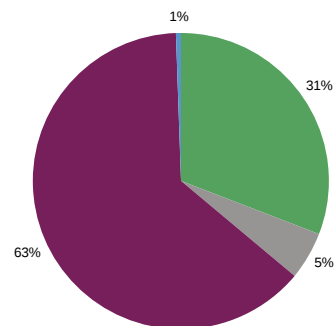
Évolution des principaux placements des ménages (en M€)



Source : Surfi.

4 Près des deux tiers des crédits dans l'habitat

Répartition des crédits aux entreprises en 2004 (en %)



■ Crédits d'investissement ■ Crédits d'exploitation ■ Crédits à l'habitat ■ Autres crédits

Source : Surfi.

2 L'encours total sain progresse de 6,7 %, porté par l'habitat et l'investissement

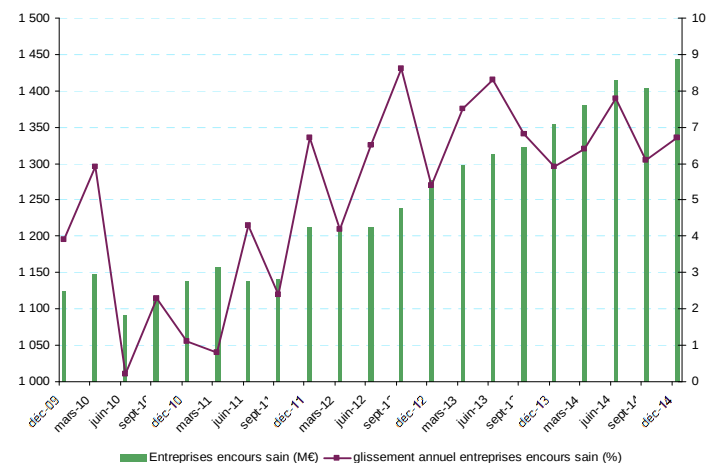
Encours au 31 décembre de l'année (en M€)

	2011	2012	2013	2014	Var. 14/13 (%)
Entreprises encours sain:	1212,6	1277,8	1353,8	1443,9	6,7
Crédits d'investissement	411,8	388,6	409,3	446	9
Crédits à l'équipement	317,1	294	314,5	348,8	10,9
Crédits à l'habitat	714,8	782,1	841	911,7	8,4
Crédits d'exploitation	80,1	101	94,1	77,3	-17,9
Ménages encours sain:	733,7	795,7	857,9	882,3	2,8
Crédits à la consommation	168,1	164,7	170,7	171,8	0,6
Crédits à l'habitat	565,4	630,9	687	709,8	3,3
Collectivités locales encours sain:	388,5	380,7	356,2	358,7	0,7
Crédits d'exploitation	1,3	0,6	0,7	4,9	612,6
Crédits d'investissement	386,7	379,8	355,5	353,8	-0,5
Crédits à l'équipement	386,6	379,8	355,5	353,7	-0,5

Source : Surfi.

3 Croissance ininterrompue depuis 2012

Évolution globale des crédits aux entreprises (en % et M€)



Source : Surfi.